



Conseil départemental d'Indre-et-Loire
Direction des Routes et des Mobilités
Service Ingénierie Routière et Ouvrages d'art

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE TRAVAUX

RD 31d
COMMUNES DE DESCARTES
ET DE BUXEUIL

Restauration du pont Henry IV
sur Creuse

Identifiant : 031dLI290

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

F2024_0002

Date limite de remise des plis

15/05/2024 à 16 heures

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Conseil départemental d'Indre-et-Loire

Direction des Routes et des Mobilités

Service Ingénierie routière et Ouvrages d'art

Représentant : Madame la Présidente du Conseil départemental

Hôtel du département

Place de la Préfecture

37927 TOURS Cedex 9

Téléphone : 02 47 31 47 31

Courriel : correspondre@aws-france.com

Site internet : <https://www.marches-publics.info>

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

RD31D - RESTAURATION DU PONT HENRI IV SUR LA CREUSE – COMMUNES DE DESCARTES ET BUXEUIL

RÉFECTION DE L'ÉTANCHÉITÉ, MISE AUX NORMES ET REMISE EN PEINTURE DU GARDE-CORPS, RÉPARATION DES SUPERSTRUCTURES ET DE L'INTRADOS

Code CPV	Libellé CPV
45221119-9	Travaux de rénovation de ponts
45262320-0	Ragréages
45454100-5	Travaux de réfection
45262510-9	Maçonnerie de pierres
45262512-3	Maçonnerie de pierres de taille
45262521-9	Maçonnerie de parement
45262522-6	Travaux de maçonnerie
45442200-9	Travaux d'application de revêtements anticorrosion

■ Caractéristiques principales du contrat :

Objet du contrat	RD31d - RESTAURATION DU PONT HENRI IV SUR LA CREUSE – COMMUNES DE DESCARTES ET BUXEUIL
Acheteur	Conseil départemental d'Indre-et-Loire
Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
Structure	Lot unique
Lieu d'exécution	DESCARTES et BUXEUIL
Délai	12 Mois MAXIMUM dont 2 mois de période de préparation à compter de la notification du marché
Développement durable	Clause sociale Clause environnementale
Pénalités de retard	500 € par jour de retard
Variation des prix	Révisables
Nature des prix	Variable selon les prestations du contrat

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info>.

Les modalités de retrait des dossiers de consultation sont consultables à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et devront notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. **Ils acceptent par avance que toute notification relative à la présente consultation soit faite valablement par voie électronique à l'adresse qu'ils auront indiquée.**

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de consultation et ses annexes.
- Acte d'engagement.
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes (Insertion et Garanties particulières).
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), les plans et ses annexes (Plan de déviation et Fiches Techniques).
- Bordereau de prix unitaire et forfaitaire (B.P.U.F.).
- Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.).
- PGC – Plan Général de Coordination.

Sous-dossier non contractuel :

- Déclaration de travaux (DT).
- Diagnostic amiante/HAP chaussée.
- Diagnostic matériaux garde-corps.
- Diagnostic matériaux maçonnerie.
- IDP (Inspections détaillées périodiques)2023.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.info>.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et devront notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Ils acceptent par avance que toute notification relative à la présente consultation soit faite valablement par voie électronique à l'adresse qu'ils auront indiquée.

L'adresse courriel certaine devra être également renseignée à l'acte d'engagement.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ Variantes :

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

■ Options :

Les travaux sur les murs de soutènement sont en option (7 prix) et devront être chiffrés obligatoirement par les candidats.

Les options seront validées ou non par le Pouvoir adjudicateur à l'attribution du marché.

OPTIONS

1. Option sur prix 112 Moyens d'accès traitement des murs de soutènement
2. Option sur prix 205 b Dévégétalisation
3. Option sur prix 316 b Nettoyage général
4. Option sur prix 701 b Rejointoiement des maçonneries
5. Option sur prix 702 b Remplacement des maçonneries en moellons
6. Option sur prix 703 b Ragréage des pierres altérées de moins de 10 cm
7. Option sur prix 704 b Remplacement des pierres altérées de plus de 10 cm (plaquage)

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Service de la Commande publique
Hôtel du département
Place de la Préfecture
37927 TOURS Cedex 9

Les copies de sauvegarde devront parvenir au service de la commande publique uniquement par lettre recommandée portant les références et l'intitulé de la présente affaire.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, **le format PAdES est recommandé**.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limite de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur public sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

■ Contenu des plis

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature-habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics)
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics)
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,	Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
Pouvoir prouvant l'habilitation à engager le candidat (par exemple KBIS)	Pouvoir prouvant l'habilitation à engager le candidat (par exemple KBIS)
Qualifications professionnelles	Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
Liste des références	Prestations similaires exécutées (3 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les plus importantes, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Document	Descriptif
Outils, équipement	Déclaration indiquant l'outil, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
Justificatifs de capacité professionnelle technique et financière	Justificatifs de capacité professionnelle technique et financière

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf.)

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement
B.P.U.F.	Bordereau de prix unitaire et forfaitaire
Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)	Détail quantitatif estimatif
C.C.A.P.	Cahier des Clauses Administratives Particulières
C.C.T.P.	Cahier des Clauses Techniques Particulières
Décomposition des prix forfaitaires	N°101, 103, 104, 110, 111, 205 et 316
Sous-détail des prix unitaires	N° 201, 202, 203, 301, 302, 303, 304, 305a, 305b, 306, 308, 309, 310, 311, 316, 401a, 401b, 401c, 402, 501a, 501b, 601,602,701,702,703,704, et 705.
SOPAQ	SOPAQ complété par le candidat
SOGED et SOPRE	SOGED et SOPRE complétés par le candidat
RIB	Relevé d'Identité Bancaire

Le SOPAQ attendu devra comporter 50 pages maximum hors annexes (fiches techniques et CV uniquement) 1 point sera défalqué en cas de dépassement.

En cas de non-respect du cadre du SOPAQ et des indications pour l'établissement du SOPRE-SOGED 2 points seront défalqués.

Les décompositions de prix forfaitaires et sous-détails de prix unitaires devront être suffisamment détaillés car ils permettront également d'analyser et de juger les moyens humains et matériels proposés par les candidats.

En cas de groupement, chaque cotraitant devra fournir les éléments ci-dessus, propres à son activité.

En cas de groupement d'entreprises, l'offre transmise au pouvoir adjudicateur ne devra comprendre qu'un seul SOPRE, SOGED et SOPAQ commun à l'ensemble des membres du groupement.

Pour la partie à prix unitaire :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications sur le bordereau des prix unitaires et forfaitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Pour la partie à prix forfaitaire :

Les prix forfaitaires sont détaillés au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs. La décomposition des prix forfaitaires permet d'apprécier les offres et n'a pas de valeur contractuelle.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté au BPUF et celui porté sur la décomposition du prix forfaitaire, seul le montant porté au BPUF prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition des prix forfaitaires, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non conforme.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Remise des offres électroniques :**

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant la date et heure limite de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur public sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Opérateurs économiques distincts :

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ Planning de la consultation :

Sans objet.

■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère
1. Capacités professionnelles, techniques et financières

■ **Critères de jugement des offres :**

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (40 Points)	Valeur technique : Valeur technique appréciée à partir du SOPAQ (Shéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité) Cf annexe 1 au RC – Cadre du SOPAQ
2. Prix (35 Points)	Prix : Prix calculé à partir du détail quantitatif estimatif Formule de calcul : $35 \times \text{montant de l'offre la moins disante} / \text{montant de l'offre analysée}$.
3. Délai d'exécution (15 Points)	Délai d'exécution. Les délais seront notés en points de la façon suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 15 points seront attribués au candidat ayant le délai le plus court - 10 points seront attribués au candidat ayant le second délai le plus court - 5 points seront attribués au candidat ayant le troisième délai le plus court - 2 points seront attribués aux autres candidats.
4. Valeur environnementale (10 Points)	Valeur environnementale jugée à la vue SOPRE-SOGED (SOPRE : Shéma Opérationnel du Plan de Respect de l'Environnement /SOGED : Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets de chantier) concernant les sous-critères mentionnés : Cf annexe 2 au RC – Indications pour l'Établissement du SOPRE-SOGED

■ **Méthode d'analyse :**

Pour chaque offre, une note générale est établie par addition des notes. Il en ressort un classement des offres sur 100.

Le candidat qui obtiendra la note finale la plus élevée, après addition des notes obtenues sur chaque critère, sera jugé comme étant celui qui aura présenté l'offre « économiquement la plus avantageuse ».

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec au maximum les 3 candidats les mieux classés (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats) à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

En acceptant de faire acte de candidature ou de remettre une offre dans le cadre de la présente consultation, le candidat s'engage par avance à accepter le principe de cette négociation.

■ Documents à fournir par l'attributaire :

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance couvrant les risques professionnels
Attestations de régularité fiscale et sociales	Attestations de régularité fiscale et sociales en cours de validité

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.info>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Recours gracieux devant le pouvoir adjudicateur (Conseil départemental d'Indre et Loire, service de la commande publique, Hôtel du département Place de la Préfecture 37927 TOURS CEDEX 9) sous deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée.

Référé contractuel devant le juge des référés précontractuels du Tribunal Administratif compétent (code de justice administrative, art. L551-13 à L551-23) dans les 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de six mois à compter du lendemain de la conclusion du marché si un tel avis n'a pas été publié.

Recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif compétent sous deux mois à compter de la publication ou notification de la décision ou de l'acte attaqué (code de justice administrative, art. R421-1). Ce recours peut être précédé d'un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur ;

Recours de pleine juridiction devant le Tribunal Administratif compétent contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, sous deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées notamment au moyen d'un avis mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (CE. ass, 16/07/07, Sté Tropic travaux signalisation).

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Les renseignements relatifs à l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Conseil départemental d'Indre et Loire, service de la commande publique, Hôtel du département Place de la Préfecture 37927 TOURS CEDEX 9 Tél 02 47 31 47 31, courriel : commande-publique@departement-touraine.fr.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLÉANS
Téléphone : 0238775900
Télécopie : 0238538516
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr
Site internet : <http://orleans.tribunal-administratif.fr>

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur :

Conseil départemental d'Indre-et-Loire
Délégué à la protection des données
Place de la préfecture
37 927 Tours cedex 9
dpo@departement-touraine.fr

ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)

Tours, le 25 mars 2024

La Chef du Service Ingénierie Routière
et Ouvrages d'Art,



Clémence GAULUET